

(Séance du mardi 19 juin 2018)

MOT
18_MOT_052

Motion Vassilis Venizelos et consorts – Pour un plan d’action global, coordonné et pluridisciplinaire face au trafic de rue et à l’addiction aux stupéfiants

Texte déposé

A lire les nombreuses prises de position de ces derniers jours, notamment de la part des deux plus grands partis de ce canton, en matière de trafic de rue et de renforcement cantonal de la politique des quatre piliers en matière de drogue — prévention, répression, thérapie et réduction des risques — il semble indispensable de s’assurer que soit mise en place une approche coordonnée et interdisciplinaire sur cette problématique.

En effet, cette dernière implique directement ou indirectement plusieurs départements — Département des institutions et de la sécurité, Département de la formation, de la jeunesse et de la culture, Département de la santé et de l’action sociale et Département de l’économie, de l’innovation et du sport — l’ensemble de la chaîne pénale, les communes et les milieux de la santé, de la prévention et des addictions. Si l’on en croit le nouveau président de la Conférence des directeurs des départements de justice et police (CCDJP), ce sujet doit aussi être débattu sur la scène intercantonale afin d’aboutir à des solutions cohérentes et satisfaisantes en la matière. Si la CCDJP pouvait s’en saisir, nous pourrions souhaiter qu’il en soit de même pour la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l’instruction publique (CDIP). Le cadre légal fédéral est aussi pointé du doigt, que ce soit pour la dureté des peines ou pour la réglementation du marché du cannabis.

Ainsi, pour éviter un risque réel d’éparpillement des forces et des approches, les signataires de cette motion appellent à la mise en place d’un plan d’action global et coordonné, à l’échelle du canton, en partenariat avec les autres cantons. Car au-delà des mesures de renforcement de la répression par les forces de l’ordre de quartiers, dans telle ou telle ville, et afin d’éviter un simple jeu du chat et de la souris entre les communes du canton, voire des cantons limitrophes, il faut prévoir des mesures sur le long terme qui touchent tant l’offre que la demande de stupéfiants.

Par le biais de cette motion, les signataires demandent au Conseil d’Etat **la mise en place d’un plan d’action global, coordonné et pluridisciplinaire afin d’empoigner le phénomène du trafic de rue et la problématique de l’addiction aux stupéfiants sur le court, moyen et long terme.**

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

*(Signé) Vassilis Venizelos
et 22 cosignataires*

Développement

Mme Léonore Porchet (VER) : — (*remplaçant M. Vassilis Venizelos*) Assez éloignés des gesticulations politiques et cinématographiques de ces derniers temps concernant le deal de rue, nous essayons d’envisager des solutions sur le long terme et donc efficaces. Mais être efficace ne veut pas dire « tout miser sur la police » mais proposer des solutions coordonnées, avec toute la chaîne pénale, les communes, les milieux de la santé, de la prévention et de la lutte contre les addictions. Il faut aussi penser à une action intercantonale et repenser le cadre fédéral.

Par la voix de notre chef de groupe, Vassilis Venizelos, les Verts déposent une motion demandant que le Conseil d'Etat propose un plan d'action global, coordonné et pluridisciplinaire, pour faire face au trafic de rue et à l'addiction aux stupéfiants, afin d'enrayer ce trafic sur le long terme et de manière efficace.

La motion, cosignée par au moins 20 députés, est renvoyée à l'examen d'une commission.